

« LE ROI A BESOIN DE LA BELGIQUE, PAS L'INVERSE »

Un roi qui abdique, ça rime avec république. Pourtant, chez les rattachistes, le pas de côté d'Albert n'émeut guère. « Philippe ? Je ne connais pas cet homme. »

Godverdomme ! PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID LELOUP

Marianne : Votre réaction à l'abdication du Roi ?

Laurent Brogniet : Très sincèrement, je ne pense pas grand-chose de cette abdication. Quand un roi remplace un autre roi, c'est par principe un problème pour un républicain. Nous combattons la monarchie. Pas la personne du roi, mais la fonction royale. D'Albert II, je garderai l'image publique qu'il donne. Celle d'un personnage débonnaire et d'un être humain avec ses qualités et ses défauts. Il n'est pas au-dessus de la mêlée.

On dit que son rôle politique a été déterminant lors de la crise institutionnelle.

L.B. : On lui prête un rôle qu'il n'a pas joué : on l'a instrumentalisé pour mettre un point final à cette crise. Les politiques ont été assez habiles, ils ont donné un peu de bois de rallonge à ce malade en phase terminale qu'est l'Etat belge. C'est regrettable. On a perdu une occasion historique d'entamer les vraies négociations avec la Flandre, à savoir un divorce à l'amiable. Et du côté francophone, en parallèle, une négociation de réunion de la Wallonie à la République française.

Certains répètent souvent que le roi est garant de l'unité de la Belgique...

L.B. : Je crois surtout que c'est l'unité de la Belgique - qui existe encore, même si ce n'est que sur papier - qui garantit la fonction du roi ! C'est en sens inverse !

On dit que Philippe est gauche, timide, crispé, pas très futé. En affaiblissant l'institution royale, n'est-il pas un allié malgré lui du RWF ?

L.B. : Je ne connais pas cet homme. L'opinion que je pourrais m'en faire n'est que le reflet que la presse veut bien m'en donner. Or la presse ne me paraît pas suffisamment impartiale. La fonction royale est déjà décrédibilisée aujourd'hui, ne fût-ce que par les agissements de son père Albert, de sa tante Fabiola et de son frère Laurent. On n'a pas besoin que Philippe se prenne encore plus les pieds dans le tapis. Les autres membres de sa famille l'ont déjà fait.

Quel est le meilleur moment pour un divorce à l'amiable Wallonie-Flandre ?

L.B. : J'aurais souhaité que ça se fasse plus tôt, pour éviter que l'on perde encore du temps et de l'argent sur ce problème belge. Bon nombre de politiques flamands constatent que la Belgique est en train de s'évaporer et cessera un jour d'exister. Prolonger un malade en phase terminale arrange évidemment beau-



Belga

coup de politiques, qui profitent ainsi de leur rente de situation. J'espère que la République sera rapidement instaurée pour qu'on puisse se dégager du joug belgo-flamand et de la monarchie, antidémocratique par principe.

Votre optimisme n'est-il pas en décalage par rapport à l'opinion des Belges ?

L.B. : Je ne crois pas. Dans un sondage publié il y a 15 jours, à la question « *Que souhaitez-vous comme régime en cas de fin de la Belgique ?* », 52 % des sondés se prononcent pour la République. De cœur, les Wallons sont républicains. Ils se résignent à la monarchie parce qu'ils sont malheureusement unitaristes, aveuglés par l'image d'une grande Belgique éternelle. Or selon les sondages, entre 25 % et 49 % des Wallons se prononcent pour le rattachement à la France. C'est extrêmement encourageant. ■

LAURENT BROGNIET

(à gauche) est, depuis mars 2012, président du Rassemblement Wallonie-France (RWF). Il succède à Paul-Henry Gendebien (à droite), le fondateur du parti en 1999.